

# L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 23 octobre 2017

## Harcèlement sexuel :

### Lever l'omerta partout... y compris au travail

Interpellé sur l'affaire Harvey Weinstein lors de son « Grand entretien », le 15 octobre sur TF1, Macron a versé une larme de circonstance sur les violences subies par les femmes au quotidien. Dans un élan de courage politique, il s'apprête... à retirer à Weinstein sa légion d'honneur. Tremblez violeurs de par le monde... Sûr qu'avec des amis comme Macron, les femmes n'ont pas besoin d'ennemis !

#### Police partout, justice nulle part

Mis au pied du mur, Macron a promis une loi sur le harcèlement sexuel pour 2018. Au passage, il en a profité pour faire passer la pilule de la création d'une « police de la sécurité du quotidien », pourtant dans les cartons depuis longtemps. Mais qui peut croire qu'il sera mis un coup d'arrêt au harcèlement de rue grâce à plus de policiers dans le métro ? Quand bien même il serait possible de saisir « l'outrage sexiste » en flagrant délit – peu de chances –, que fera cette police

qui, aujourd'hui, refuse si souvent de prendre les plaintes de victimes de viols, quand, à l'occasion, ce ne sont pas des policiers qui s'en rendent eux-mêmes coupables ?

Comme par hasard, pour Macron, c'est dans « les quartiers les plus difficiles », que se passerait l'essentiel du harcèlement... C'est faux ! S'il y en a là comme partout, le multimillionnaire Harvey Weinstein ne sévit pas, qu'on sache, dans les ghettos pauvres de Los Angeles ! L'actualité récente et toutes les études montrent en réalité que harcèlement et violences sexuelles ont lieu dans tous les milieux. C'est cracher sur ce malaise quotidien des femmes que de l'utiliser comme prétexte à des fins sécuritaires et racistes pour renforcer les contrôles au faciès et les interpellations.

#### #BalanceTonPatron

Macron s'est gardé de pointer du doigt le fait que 25 % des agressions sexuelles ont aujourd'hui lieu au travail : une femme sur cinq est victime de harcèlement au cours de sa vie professionnelle. Là aussi, suite à l'affaire Weinstein et le fil twitter #MeToo (« Moi aussi »), la parole s'est libérée, en tout cas sur les réseaux sociaux. Jusqu'en France, avec #BalanceTonPorc. Un remarquable retour à l'envoyeur, balancé

comme un direct du droit, où des femmes racontent les violences et le harcèlement sexuels au travail, commis en général par un chef ou un patron. Et c'est au quotidien qu'elles ont à se défendre des mots obscènes, des mains aux fesses, des agressions... et ce face à la hiérarchie, à la menace de représailles ou de la perte de leur emploi.

Quelle hypocrisie de la part du gouvernement, qui part soi-disant en guerre contre le harcèlement sexuel alors même qu'il vient de supprimer une des faibles

garanties légales pour combattre, entre autres, le harcèlement : le CHSCT. Derrière la façade féministe, les gouvernements successifs ont une grande part de responsabilité dans le fait que les femmes sont payées en moyenne 24 % moins que les hommes, que le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture des centres IVG, que moins de 2 % des affaires de viols aboutissent à une condamnation, et l'on en passe.

En France, au XXI<sup>e</sup> siècle, 84 000 femmes sont violées chaque année et les violences sexuelles font partie de leur vie quotidienne. La société capitaliste s'appuie sur cet assujettissement des femmes, l'utilise pour diviser les opprimés, les travailleurs et donc, en fin de compte, l'organise, avec l'appui des religions quelles qu'elles soient qui ont toujours rendu les femmes responsables du péché... et aujourd'hui coupables de la sexualité des hommes.

Les femmes ne sont ni un gibier pour libidineux, ni un trophée qu'on ramasse quand on a le pouvoir. L'heure est à se défendre collectivement contre ces hommes en position de profiter du pouvoir conféré par une société d'exploitation, et à se battre, en tant que femmes et en tant que travailleuses, contre ce système qui carbure à notre asservissement. Un combat de tout le monde du travail !

La « Police de la sécurité du quotidien »



**Les samedis gratuits, ça suffit !**

À l'Emboutissage B5, la direction prévoit encore des samedis gratuits et obligatoires. Jeudi dernier, après un 1<sup>er</sup> débrayage de 45 minutes d'une trentaine d'ouvriers, la direction a pris peur et a accordé que le samedi travaillé suivant soit payé pour l'équipe 12.

Un exemple à suivre : quand on arrête le travail, la direction comprend mieux ce qu'on lui dit.

**En formation dans l'usine... mais au chômage ?**

Au dernier CE, la direction a évoqué la possibilité de faire une demande d'Allocation chômage, c'est-à-dire de faire payer l'État pendant les 3 semaines de suspension de l'équipe de nuit.

La direction a déjà fait une demande d'aide à la formation aux frais de l'État, c'est-à-dire du contribuable. Ils sont vraiment champions du détournement de fonds publics.

**Un vent de révolte**

Au Montage de PSA Rennes, jeudi dernier, 70 intérimaires ont fait grève avec une vingtaine de CDI pour revendiquer une augmentation des salaires. Ils ont défilé dans l'usine pour s'adresser à leurs collègues. Dès le lendemain, ils ont recommencé leur grève. PSA inquiet leur a déjà cédé une meilleure reconnaissance financière de leur expérience. Une preuve que la grève, ça paie. CDI et intérimaires, c'est main dans la main que nous vaincrons.

**Balançons nos patrons !**

À PSA Sochaux, vendredi dernier, des intérimaires ont débrayé pendant 1 heure pour protester contre des problèmes de paye. Ils ont pris l'initiative de militer pour mobiliser d'autres intérimaires et tenir une conférence de presse mercredi prochain.

Comme dans toutes les usines du groupe, la direction de PSA et les boîtes d'intérim tripatouillent les fiches de paye pour que cela les arrangent (retard de paiement, heures sup non payées, etc.). Les intérimaires ont mille fois raison de s'organiser pour faire connaître à tous les pratiques de voyous de leurs patrons et de PSA.

**Rien de sert de courir, fallait partir à point**

Au Montage, B2, équipe C, il y a eu une panne informatique dans la nuit de mercredi à jeudi derniers. Les chefs ont remis en route les chaînes tellement vite que tous les ordinateurs n'ont pas eu le temps d'être réinitialisés. Tous les postes ont été mis en défaut sur chaque véhicule. Les moniteurs ont dû valider les véhicules un par un, sans même contrôler sur la ligne les défauts réels. Les mauvaises voitures ont donc été validées avec les bonnes. Tout est parti.

Ils sont prêts à n'importe quoi pour faire leurs chiffres. À vouloir faire vite on fait pire que mieux.

**PSA Poissy : 2 km de Park Assist**

Le parking visiteur de la porte d'Achères est saturé aux changements d'équipe. La direction oblige les sous-traitants à y stationner. 2 km à pied en hiver, les collègues apprécieront, tout ça sans garantie de place.

Il y a un mois c'était le parking poids-lourd des fournisseurs qui était plein, la direction les a obligés à faire demi-tour en refusant qu'ils le fassent au rond-point derrière les barrières. Résultat : 2 km de bouchon jusqu'à Achères. Une cohue artificielle, générée par la bêtise de la direction.

**On est tous menacés de « décroissance pilotée »**

À PSA Saint-Ouen, depuis que la direction a parlé de « décroissance pilotée », les rumeurs vont bon train sur la fermeture. En quelques années les effectifs de l'usine ont été divisés par 2 avec actuellement moins de 300 ouvriers. Mais pour l'instant, la direction fait venir les collègues les samedis et au lieu de la traditionnelle semaine 44 chômée, c'est plutôt l'épuisement qui les guette. Des AG ont réuni 70 salariés la semaine du 10 octobre. C'est plus que jamais le moment de se faire entendre, car PSA a encore besoin de la production de Saint-Ouen !

**Les équipes de journée dans le viseur**

À PSA Mulhouse, la direction veut imposer de nouveaux horaires le matin (5h-13h30, c'est-à-dire 8h30 de présence) du lundi au vendredi et 7h40 de présence gratuite le samedi. Bilan de cette réorganisation avec les compteurs de modulation: 50h et 10 minutes de présence à l'usine en 6 jours, payés seulement 35h. Pour l'après midi, ce sera 4 jours de 13h30-21h15 et avec le vendredi en compteur modulation.

Que ce soit à Mulhouse, Poissy ou ailleurs hors de question de supporter cela.

**Le vrai gâchis c'est lui**

Le journal *Le Monde* évoque un rapport publié en octobre par le CAR (Centre pour la Recherche Automobile) qui évalue à 6 000 les salariés « en trop » à Opel. Dans le journal allemand *Die Welt*, Tavares vomit sa bile contre les ouvriers d'Opel, « *L'industrie automobile est toujours un secteur où il y a beaucoup de gâchis* ». On ne lui fait pas dire ! Des milliers de travailleurs licenciés et des millions de bénéficiaires nets accaparés par une minorité de parasites... Le voilà le gâchis !

**Les travailleurs n'ont pas de patrie**

Après plusieurs semaines de menaces, PSA a officialisé la première annonce de licenciements à Opel. 400 ouvriers de l'usine Opel-Vauxhall d'Ellesmere en Grande-Bretagne perdront leur emploi si PSA réussit à mettre sa menace à exécution. Gageons que les ouvriers anglais ne se laisseront pas faire et qu'une réaction à l'échelle de ce nouveau groupe survienne.